

ous les robes des avocats et – plus incongru – des bonnes sœurs, se trouve une histoire de famille. Les ateliers de Feyzin, à deux pas de Lyon, abritent une pépite dont le nom se passe sous le manteau : l'Artisan Costumier. Une enseigne transmise de père en fils et en fille depuis six générations. Une résilience rare et une fierté lyonnaise née il y a 175 ans sur les hauteurs de Saint-Genis-Laval, dans l'Ouest lyonnais. Spécialiste de la robe d'avocat, le couturier travaille aussi la robe de juge, de professeur d'université, le costume de confréries ou bien les vêtements religieux. Gage de qualité, toutes les pièces sont uniques et faites sur mesure par la quinzaine d'artisans. Depuis ses origines, en 1843, l'établissement a évolué et développé un savoir-faire unique dans la région : débutant avec le tissage pour les vêtements religieux, la manufacture de Saint-Genis est ensuite passée directement à la confection de vêtements jusqu'à produire, aujourd'hui, les costumes des juristes... et même des comédiens. On retrouve ainsi des costumes des Lyonnais dans le film J'accuse, avec Jean Dujardin, de Polanski, et bien d'autres encore. Fort de son histoire, le tailleur dispose actuellement d'un réseau de quatre boutiques dans l'Hexagone, tout en ayant ses habitudes dans les principales écoles d'avocats de France. L'Artisan Costumier a su se faire une place dans ce marché de niche en étant le premier à proposer des éléments de personnalisation de ce vêtement, à première vue, éloigné des fantaisies. La robe d'avocat en deux mots : une toge noire avec un rabat blanc plissé. "Pour un nouveau diplômé, la première robe tient la même symbolique que la robe de mariée", s'amuse Jérôme Derruau, le responsable opérationnel de l'entreprise. Mais il n'en a pas toujours été ainsi.

Des débuts facilités par le contexte politique

Autre temps, autres mœurs. En 1843, quand Adrien Fournier ouvre son premier tissage en direction des communautés religieuses, la clientèle est riche et abondante. La France pullule de petits couvents, et l'Église de Lyon d'alors rayonne par sa vitalité. C'est aussi l'époque des Pauline Jaricot et Antoine Chevrier. Des figures lyonnaises encore vénérées aujourd'hui par les catholiques. Les affaires de l'Église sont bonnes, donc celles de l'entrepreneur aussi. Conséquence : plusieurs métiers à tisser sont installés à Saint-Genis, au sudouest de Lyon. Lors de cette période, les religieux, autonomes, n'avaient besoin que de tissu pour coudre eux-mêmes leurs vêtements. Depuis l'avènement de la Restauration en 1814, et le retour de la monarchie, les congrégations religieuses reprennent des couleurs. Les violences de la Révolution et la suppression de tous les établissements ecclésiastiques lors de la période napoléonienne, semblent, à présent, lointaines, et les révoltes des Canuts n'inquiètent que peu l'Église. Résultat, les commandes se multiplient et la manufacture ouvre deux autres usines à Oullins, en plus d'une possible boutique sur la Presqu'île de Lyon. Pour mémoire, entre 1854 et 1865, le préfet Vaïsse – notre Haussmann lyonnais – fait percer la rue Impériale et

Une robe 100 % française

La dernière création des ateliers s'appelle "La Française". La laine provient de moutons d'Arles, les rubans des passementeries de la Loire ainsi que les doublures, et les boutons sont fabriqués dans le Jura. Une robe affichée au prix de 750 euros.

GRANDES SAGAS D'ENTREPRISES

L'Artisan Costumier : sous les robes des avocats







Jérôme Derruau et Chantal Perroy

Les rabats personnalisables. Une invention de l'Artisan Costumier

la rue de l'Impératrice, aujourd'hui rue de la République et rue Édouard-Herriot: déjà des lieux à la mode. À partir de 1900, le commerce se développe davantage: "Nous avions des commerciaux dans le monde entier, en Afrique, au Canada", souligne Chantal Perroy, de la cinquième génération. Elle poursuit : "On dit que 70 métiers battaient à l'année, certains pour la même communauté.' Une réussite commerciale qui fit rentrer la famille parmi les notables de Saint-Genis-Laval et une croissance qui durera jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Cette dernière affaiblit fortement les affaires de l'entreprise de tissage.

Des tissus aux robes des bonnes sœurs

L'autre difficulté fut la crise des vocations dans l'Église, à partir des années 1960. "Les chiffres étaient en berne, on pensait qu'on allait fermer", se souvient Chantal Perroy. Parmi les innombrables causes, l'évolution de la société française vers plus d'émancipation avec l'apogée de mai 68, mais aussi dans les monastères avec le concile Vatican II, clos en 1965. "Le pape a dit : 'Simplifiez vos tenues', les sœurs ont compris 'enlevez-les'. Seuls les ordres contemplatifs les ont gardées", rapporte la commerciale. En effet, en 1970, Chantal Perroy entre dans l'entreprise familiale et développe un catalogue de vêtements et sous-vêtements pour les religieux. Une proposition d'abord inconvenante pour les communautés, peu habituées à acheter ces produits vers lesquels elles se tourneront finalement, contraintes par le manque de forces vives parmi elles. La commerciale traverse d'abord la France, puis l'Europe pour rencontrer ce qui constituera un réseau de 10 000 points de vente. "Je partais une semaine en voiture avec les échantillons dans le coffre. J'ai démarché la Belgique, l'Angleterre…" se rappelle Chantal Perroy.

Un modèle économique partagé entre la vente de tissu et de vêtements qui fit ses preuves. Des communautés comme Les Petites Sœurs des Pauvres achetaient pour leurs soixante maisons de par le monde les mêmes vêtements. "C'était presque 25 % de notre chiffre d'affaires", s'exclament les héritiers d'Adrien Fournier. "Les sœurs ne négocient jamais. Si elles commandent, c'est qu'elles ont l'argent. Je vois encore ces petites sœurs avancer pour toucher les échantillons. On était même parfois payé en avance", assure Chantal Perroy. Une fois, en 1992, les choses furent plus difficiles: "J'ai eu du mal avec le supérieur d'une communauté traditionnaliste de Saint-Pie-X, pour qui il n'était pas conce*vable qu'une femme prenne les mesures* des séminaristes ni même réalise les tenues. J'ai perdu la commande. Heureusement, les bénédictins, au courant de cette histoire, ont compensé par un gros contrat", plaisante aujourd'hui celle qui fut la première

femme aux rênes des ateliers. Un commerce lucratif, qui relança l'entreprise jusqu'à un certain point.

Les premières robes d'avocat personnalisées

Justement, pour se diversifier, l'entreprise rebondit. L'Artisan Costumier, alors nommé La Maison de la Tunique, rachète en 1995 la maison Gérin, spécialisée dans les robes d'avocat : "Nous avons dû apprendre comment était fait ce produit. J'ai pris la robe d'un ami et nous l'avons découpée." Sans doublure, les costumes de droit étaient alors d'une sobriété bien sage et surtout constante depuis des décennies. "On dit qu'un avocat meurt dans sa troisième robe, mais s'il est soigneux il peut la garder toute sa carrière. De plus, certains affichent les signes d'usure pour signifier leur expérience", regrettent, avec humour, les spécialistes pour qui cette résilience ne facilite pas le commerce. Une immuabilité qui frappa Chrystèle Métairie, de la sixième génération de descendants, arrivée en 1994. Après avoir décoré un stand en faux rabats de robe d'avocat, elle se rendit compte de l'intérêt des jeunes diplômés pour ces pièces customisées. Adjugé, vendu! C'est alors le début d'une série, qui se poursuit encore, avec des rabats de Noël et des rabats créatifs - bouquet de rose, soleil, petit flocon, bling-bling... Une innovation aujourd'hui intégrée par la profession qui porte souvent le rabat rouge pour afficher sa colère les jours de manifestation. À côté, les tailleurs eurent l'idée de permettre la customisation de chaque élément de la robe, que ce soit les matériaux, la toile de la doublure, avec ou sans motif, le liseré et jusqu'aux broderies. De quoi concevoir des pièces personnelles correspondant au caractère de chacun selon

Le saviez-vous?

Il faut environ 5 heures à une couturière expérimentée pour monter une robe d'avocat. Une durée qui ne tient pas compte de la prise des mesures. Les seuls plis des manches demandent plus d'une heure de travail du fait d'une technique impossible à effectuer avec une machine. Une couturière fabrique environ deux robes par jour.







Photo d'archives de l'usine de Saint-Genis-Laval

La fourrure qui double les robes des magistrats est en peau de lapin

toutes les humeurs : "Ça va contrarier le juge", témoignent certains avocats portant un rabat en paillettes.

2000-2022 : entrée dans la modernité

Dans les années 2000, l'atelier se diversifie encore davantage et crée une marque haut de gamme Noir de Robe sous l'impulsion de Chrystèle Métairie. Une inspiration bienvenue alors que le marché du vêtement religieux ne représentait plus que 20 % du chiffre d'affaires. L'Artisan Costumier s'appuie alors aussi sur le créneau des robes d'université, de confréries et de spectacles. Pareillement, percevant avant les autres la féminisation de la profession d'avocat, l'enseigne prend le mouvement en vol et crée une robe orientée vers les femmes : "La Caresse". Dix ans après les premières robes de l'enseigne, les clients prestigieux commencent à affluer, comme Philippe Séguin, alors président de la Cour des comptes, portant donc une robe herminée en velours noir avec des parements en soie, et une toque de chez les Lyonnais. Aujourd'hui, les ateliers poursuivent l'héritage d'Adrien Fournier, entre tradition et modernité.

Les temps changent, et les demandes des clients ne sont pas les mêmes. "Une épitoge sur deux est vendue en matière

LES CLIENTS PRESTIGIEUX COMMENCENT À AFFLUER, COMME PHILIPPE SÉGUIN, ALORS PRÉSIDENT DE LA COUR DES COMPTES

synthétique. On a senti que la protection animale était devenue un sujet de société", remarque Jérôme Derruau qui assure que la qualité du synthétique s'est beaucoup améliorée. Un phénomène qui, pour l'instant, ne toucherait pas les magistrats attachés à leur fourrure en lapin.

En parallèle, l'Artisan Costumier fournit aussi des spectacles et des tournages de films. Avant *J'accuse* de Roman Polanski, il y eut aussi le film *Saint Laurent* avec Gaspard Ulliel ou encore *La Danseuse* avec Mélanie Thierry. Plus récemment, les couturiers ont taillé le costume du spectacle comique *Sœur Marie-Thérèse des Batignolles* de Gabriel Dermidjian. Un savoir-faire aujourd'hui reconnu puisque les ateliers ont reçu en 2021 le label EPV (Entreprise du patrimoine vivant), couronnant la qualité du travail de l'Artisan qui tisse encore son succès.

/// ÉLOI THIBOUD

Des masques dans les chemises de nuit des bonnes sœurs

Au cœur de la première vague de covid en 2020, les ateliers de l'Artisan Costumier se sont mis à produire des masques avec... le tissu destiné aux sous-vêtements des religieuses. C'est l'un des rares matériaux qui, à cette époque, a été reconnu comme valable par les autorités sanitaires. "L'activité du vêtement religieux étant faible, il y avait du stock", raconte Jérôme Derruau, le responsable opérationnel de l'entreprise. Au total, 165 000 masques de fabrication lyonnaise sont sortis des usines.

L'Artisan Costumier

Fiche d'identité

- → 175 années d'existence
- → 6 générations de transmission familiale
- → 15 personnes
- → 2 000 robes par an
- → 1,6 million de chiffre d'affaires
- → 700 euros : le prix moyen d'une robe

Chronologie

1843 : Fondation des Tissages Fournier à Saint-Genis-Laval

1850-1930 : Ouverture de deux ateliers supplémentaires à Oullins sous l'enseigne "Les Fils d'Adrien Fournier"

1900 : Début des activités à l'international (Canada, Afrique...)

1970 : Évolution de l'activité de tissage vers la confection. Arrivée de la 5^e génération

1990 : Création de la marque Maison de la Tunique. Début des activités costumes de magistrat, de confréries et de spectacles

1994 : Arrivée de Chrystèle Métairie, 6e génération de descendants

1995 : Acquisition de la maison Gérin à Orange

2000 : Création de la marque haut de gamme "Noir de Robe"

2004 : Regroupement des trois marques et activités sous le nom de l'Artisan Costumier

2016 : Installation d'un nouvel atelier à Feyzin

2021: Obtention du label EPV (Entreprise du patrimoine vivant)